

## **Adaptation au marché ou besoin d'État ? Les réorientations dans l'élevage nomade en Mongolie et au Mali depuis 1990**

*Linda Gardelle\**

À l'aube des années 1990, les Mongols sortaient de soixante-dix ans de tutelle soviétique, durant laquelle toute la société avait été réorganisée selon les principes du collectivisme et de la domination du parti unique. Les Maliens, eux, se libéraient du joug de Moussa Traoré, resté plus de vingt ans au pouvoir et qui avait décrété le nord du pays « zone d'insécurité », interdite d'accès aux étrangers. Le choc fut brutal pour les Mongols et décisif aussi pour les Touaregs maliens qui durent entamer une nouvelle phase de leur histoire marquée par d'immenses difficultés économiques, environnementales et sociales. Nous nous sommes intéressés à ces bouleversements vécus dans le secteur du pastoralisme nomade et à la manière dont les éleveurs les appréhendèrent, à travers un travail de recherche sur le terrain<sup>1</sup>. Les réponses des éleveurs mongols et touaregs à un certain nombre de problèmes communs se sont avérées très contrastées et nous nous interrogeons ici sur l'origine de ces différences<sup>2</sup>.

### **Des héritages distincts**

À l'indépendance du Mali en 1960, les structures étatiques maliennes se sont installées de manière très discrète dans l'Adagh, le nord-est du Mali, région pastorale touarègue. Ce n'est qu'en 1962 que des contingents militaires arrivèrent brusquement et firent entendre parler, pour la première fois dans cette région, du Mali et d'indépendance. L'année de l'indépendance est restée, pour les Touaregs de

---

\* Sociologue, Centre de recherche de l'Institut d'Étude du Développement Économique et Social, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – linda.gardelle@yahoo.fr.

1. Séjours de recherche effectués entre août 2004 et décembre 2006 dans les régions de Gao et Kidal au Mali, et entre septembre 2003 et août 2006 en Mongolie, auprès d'éleveurs des régions de Bajanhongor et Bulgan, situées respectivement dans l'ouest et le centre de la Mongolie.

2. Tous les discours d'éleveurs cités ici sont issus des recherches de terrain. En Mongolie, tous les entretiens avec les éleveurs ont été effectués directement en mongol, dans la yourte des intéressés. Au Mali, les entretiens ont été menés avec l'aide d'un interprète, au campement des éleveurs ou lors de leurs passages au marché à bétail de Kidal.

l'Adagh, « *awataye wa d iddek Mali* » (« l'année où est venu s'installer le Mali »). Mais pour une bonne partie des populations nomades de cette région, l'État malien était seulement venu camper près d'elles [Litny, 1992].

Dès les premières années du Mali indépendant, la plupart des politiques furent orientées en faveur des cultivateurs au détriment des éleveurs et le peu de projets destinés à l'élevage ne s'adressaient pas aux populations du nord ; la zone de l'Adagh, future région de Kidal, étant délaissée et confiée aux soins des militaires. L'avènement du pouvoir de Moussa Traoré fut marqué par la dramatique sécheresse de 1973-1974 avec ses conséquences brutales : 80 % du bétail périt dans le nord du Mali et l'exode massif vers les villes ou les camps de réfugiés finit de déstabiliser la société touarègue. Mais, là encore, aucun grand projet ne s'adressa aux éleveurs du nord.

Pendant la même période en Mongolie, les transformations ont été beaucoup plus visibles. Avec l'arrivée des Russes et la mise sous tutelle soviétique du pays en 1924, de profonds changements virent le jour. Après certaines tentatives infructueuses, la collectivisation du bétail fut mise en place graduellement entre 1950 et 1960, et accompagnée d'une solide propagande, elle fut peu à peu acceptée [Aubin, 1967]. Tous les éleveurs furent rattachés à une coopérative et les unités de nomadisation, les *suur'*, se spécialisèrent progressivement dans un type d'élevage bien précis et dans certaines techniques et phases d'élevage. Les éleveurs mongols se trouvaient pris en charge, de la naissance à la mort, et l'État était présent dans chaque sphère de leur vie, ce qui rendit particulièrement brutal le choc provoqué par son désengagement.

Le début des années 1990 marque en effet pour la Mongolie comme pour le Mali une phase de profonds bouleversements. Les transformations sont encore plus nombreuses et plus violentes pour les éleveurs mongols, qui étaient très engagés dans le système socialiste. Dès 1987, une réforme sur les coopératives, les *negdel*, changea leur mode de fonctionnement, accordant davantage de droit au bétail privé<sup>3</sup>. En 1989, les éleveurs, auparavant salariés, devinrent responsables de leurs revenus. En 1992, tous les *negdel* furent privatisés. Le bétail fut distribué en fonction de la taille des familles et du temps durant lequel elles avaient travaillé pour le *negdel*.

Au Mali, le coup d'État orchestré par Amadou Toumani Touré en mars 1991 et la période de transition démocratique, sont marqués par des tensions particulières dans le nord du pays. La rébellion touarègue qui naquit à ce moment fut l'œuvre de jeunes Touaregs ayant été contraints à l'exil, particulièrement en Libye, en raison d'un manque de perspectives d'avenir au Mali, et qui en revinrent avec des revendications de considération pour les habitants du nord jusque-là abandonnés par l'État malien [Boilley, 1999]. Entre juin 1990, début de la révolte touarègue, et la fin de l'année 1994, les éleveurs nomades vécurent dans un climat de tension et de

3. Les éleveurs avaient auparavant la possibilité de posséder à titre privé qu'un nombre très restreint d'animaux.

peur. Durant ces années, la rébellion perturba le climat politique et peu d'actions concernant le pastoralisme furent menées. Elles ne sont toutefois pas inexistantes, des moments d'accalmie alternant avec des périodes de tension.

Alors qu'en Mongolie, le début des années quatre-vingt-dix est consacré à la déconstruction de ce qui existait auparavant (tout le système d'élevage en collectifs), au Mali il s'agit de doter les régions sahariennes d'infrastructures de base qui faisaient jusque-là défaut. Ce qui lie les deux situations est la simultanéité du changement de paradigme, marqué par les politiques de privatisation et de décentralisation et une ouverture démocratique. Les événements politiques du nord du Mali et, en Mongolie, le brutal désengagement de l'État dans toutes les sphères de la vie rurale, font que la première moitié de la décennie 1990 demeure pauvre en acquis sur le plan de l'élevage dans les deux pays.

### Précarité et précarisation des éleveurs

Pour les éleveurs nomades mongols et maliens, les risques sont présents au quotidien et leur vulnérabilité face au climat, mais aussi au contexte économique, est bien réelle. La fin du XX<sup>e</sup> et le début du XXI<sup>e</sup> siècle ont été marqués pour eux par un accroissement de la précarisation. Leur pouvoir d'achat est en effet très faible et leur insertion dans les réseaux commerciaux nationaux, considérée comme la seule issue à la précarité, reste difficile. Il n'est certainement pas trop fort d'affirmer que les éleveurs nomades mongols et maliens ont été livrés aux réalités de l'économie de marché de manière brutale et à une liberté démocratique difficile à gérer dans un climat de capitalisme naissant.

Les pasteurs nomades mongols et touaregs n'ont bien souvent aucun autre revenu que celui issu de leur élevage. En Mongolie, les plus âgés d'entre eux, qui ont travaillé au sein des coopératives d'élevage pendant la période socialiste, perçoivent néanmoins une retraite, et toutes les familles mongoles touchent mensuellement de modestes allocations familiales. Mais le solide système de protection qui avait cours pendant la période socialiste fait douloureusement sentir son absence. Les familles les plus vulnérables étaient aidées par des prêts, des allocations et des approvisionnements en nourriture : si un *negdel* ne parvenait pas à atteindre les objectifs prévus par la planification quinquennale et si cela était dû à un événement climatique, le Fonds national d'assurances lui attribuait des aides financières que celui-ci n'avait pas à rembourser [Humphrey, 1978, p. 151]. Aujourd'hui, les familles d'éleveurs pauvres en bétail, aussi bien en Mongolie qu'au Mali, consomment ou vendent leurs animaux pour se nourrir et survivre, ce qui compromet durablement les chances de sortir de la précarité, le bétail constituant à la fois un capital sur pied et un revenu par l'accroît.

L'accès à la consommation et au commerce s'avère difficile pour les éleveurs mongols et maliens. Les grandes distances qui les séparent des pôles commerciaux, le manque d'infrastructures de transformation des produits et de transport, la déficience du système d'accès aux soins vétérinaires, l'inexistence d'industries agro-alimentaires au niveau local, l'absence de débouchés pour les marchandises, sont

autant de problèmes qui vont en s'accroissant en fonction de leur éloignement des villes.

L'insécurité quotidienne et la dégradation de leur niveau de vie est vivement ressentie par la majorité des éleveurs, tel Fankat, éleveur près de Kidal, au Mali : « Autrefois c'était facile de réussir sa vie avec les animaux. Tout a changé. Alors tu vas en ville pour faire des petits boulots pour avoir un peu d'argent, mais tu es exténué. Il n'y a aucune aide. [...] Autrefois, avant les sécheresses à répétition, j'avais plus de bétail. À cette époque je ne connaissais même pas l'utilité de l'argent. C'est maintenant que je me rends compte de l'utilité de l'argent ».

Les Mongols qui ont connu le système politique précédent, et parmi ceux-ci les plus âgés, évoquent souvent avec nostalgie un temps où ils vivaient bien, où ils ne se faisaient pas de soucis pour l'avenir et où ils se sentaient moins vulnérables. Ils insistent souvent sur le fait qu'ils ne connaissaient pas la frustration que les Mongols ressentent aujourd'hui face à la société de consommation. Comme le dit Iǎ, 62 ans, qui était éleveur de chevaux dans une coopérative alors que sa femme était trayeuse de vaches : « Nous vivions bien à l'époque socialiste. Maintenant tout est cher. Avant la vie était facile, on pouvait tout se payer ». Et Sersen, 69 ans, éleveuse dans la région de Bulgan, raconte : « Pendant la période communiste je m'occupais au début de la reproduction des moutons, puis j'ai traité les juments pendant une quinzaine d'années. J'ai beaucoup travaillé et c'est pourquoi je reçois une retraite maintenant. C'était bien la période socialiste. C'était mieux que maintenant. On avait tout en abondance. Maintenant c'est bien différent ».

Face à ces difficultés, les éleveurs ont plusieurs voies qui s'offrent à eux : tenter de s'adapter le mieux possible aux changements structurels de leur environnement en gardant un mode de vie basé sur la dispersion et le mouvement, s'essayer à un élevage de type sédentaire ou choisir un changement total de vie. Quand les besoins se font sentir, les éleveurs mongols se rapprochent des centres urbains pour un accès plus aisé aux infrastructures éducatives, sanitaires ou aux commerces. Les éleveurs mongols essaient d'imaginer des stratégies afin de s'adapter à la conjoncture. Les nomades touaregs tentent, eux aussi, de faire face, en allant en ville faire du petit commerce ou louer leur bras, mais ces initiatives s'apparenteraient plus à des tentatives de survie, plutôt qu'à des stratégies planifiées sur le long terme.

L'ouverture de leur pays au monde extérieur permet à ces populations de faire connaissance avec la société de consommation et les frustrations qu'elle entraîne. Alors que dans les villes mongoles ou maliennes, les citadins eurent accès dans les années 1990 à un flot démesuré de nouveaux produits, de nouvelles images, de nouvelles informations, beaucoup de ruraux eurent l'impression de rester à la traîne. Ce sentiment de marginalisation s'accrut, aussi bien chez les Touaregs que chez les Mongols, même si chacune de ces populations dénoncent des causes différentes et y répondent de manières dissemblables.

Les éleveurs mongols s'avèrent tout de même, pour la majorité d'entre eux, mieux prémunis que leurs homologues touaregs face à cette confrontation avec les lois du marché, tous ayant été scolarisés au moins jusqu'à la fin du premier cycle

scolaire et certains ayant fait des études universitaires, alors que le commun des nomades maliens n'a jamais connu l'école. Les cas ne sont pas rares en Mongolie d'éleveurs ayant suivi une formation à l'université d'agriculture et même ayant été diplômé à l'étranger.

Au Mali, les pasteurs se trouvent d'autant plus handicapés par leur manque de formation qu'ils n'ont pas non plus accès aux médias et cela autant pour des raisons matérielles que linguistiques. Le manque d'expertise dans le commerce chez les éleveurs est notamment à l'origine de leur dépendance face aux négociants maliens ou algériens mais aussi de la dépréciation de leurs produits sur le marché car ceux-ci ne sont pas travaillés selon les critères en vigueur. N'ayant pas accès aux médias, ils ne sont pas non plus avisés des possibilités qu'ils ont, notamment dans le domaine de la santé animale. En outre, la marginalisation linguistique des Touaregs n'ayant pas été scolarisés va de pair avec une incapacité à tirer profit de la décentralisation politique et explique l'isolement des éleveurs des centres de discussions et de décisions.

Grâce en partie à cette meilleure disposition des éleveurs mongols pour affronter les lois du marché, ces toutes dernières années, la situation des éleveurs s'est améliorée sur bien des plans. La plupart des familles d'éleveurs, aujourd'hui en Mongolie, sont équipées en technologie moderne : un panneau solaire, une ampoule au plafond de la yourte, une télévision. L'accès des nomades mongols aux biens de consommation s'avère depuis le début des années 2000 beaucoup plus importante que chez leurs homologues maliens.

### **Des attentes contrastées**

Au Mali et en Mongolie, les élites politiques nationales font l'objet d'une considération importante chez les citoyens, même si gabegie et prévarication sont déplorées par les populations des deux pays. Mais contrairement à leurs homologues maliens, les éleveurs mongols accusent rarement leurs décideurs d'apathie, de laisser-aller ou d'indifférence à l'égard du sort de la nation.

En Mongolie, la césure a été brutale pour les éleveurs entre l'interventionnisme de l'époque socialiste et l'incurie dont ils ont été victimes par la suite. Les éleveurs touaregs, eux, n'ont jamais connu dans le nord malien une présence véritable et efficiente de l'État, mais la plupart d'entre eux connaissent l'Algérie, ne serait-ce que pour avoir temporairement séjourné dans le sud algérien pendant les grandes sécheresses des décennies passées. Ils ont donc la possibilité de comparer le degré d'intervention de l'État auprès des éleveurs dans les deux pays et leurs discours au sujet de l'absence de l'État sont particulièrement sévères.

Les éleveurs mongols, tout comme les Touaregs, sont conscients que le contexte économique est trop difficile à affronter seuls. Mais les idées libérales ont fait leur chemin assez vite dans les mentalités mongoles et les pasteurs n'attendent plus de l'État qu'il retrouve le rôle qui était le sien sous la tutelle soviétique. Beaucoup d'éleveurs ne comptent que sur eux-mêmes pour accéder à un meilleur niveau

de vie. Haltapürev, éleveur dans la région de Bulgan, confie : « A mon avis, pour résoudre nos problèmes on doit se débrouiller tout seul. Il ne faut pas attendre l'aide de l'État ». Le jeune Altanhujag, éleveur de 27 ans, à la question de savoir si l'État devrait mettre en place des coopératives, répond : « C'est aux éleveurs de le régler entre eux, et non pas à l'État. Il faut que les éleveurs se prennent en main ».

Pour cette population qui a connu l'interventionnisme socialiste et souffert de ses excès, la responsabilité qui leur a été octroyée dans la gestion de leurs affaires est vue comme une avancée positive par beaucoup d'entre eux, cela ne les empêchant pas de déplorer l'incurie du gouvernement dans la protection des richesses nationales, tels que les ressources minières ou le bétail. Même si la précarisation a été effective, la fin de l'interventionnisme de l'État de l'époque socialiste a été vue au début de la décennie 1990 par les Mongols en quelque sorte comme une libération. Les pasteurs maliens, qui n'ont pas le même passé, ont des visions différentes du rôle de l'État. Ayant été pendant longtemps négligés, ils sont aujourd'hui vivement demandeurs d'une présence et d'une intervention étatique. De plus, les contextes de rébellion ont renforcé leur prise de conscience du devoir de l'État envers eux et rehaussé leurs exigences.

Les éleveurs mongols soulignent parfois le manque d'action de l'État mais essaient bien souvent de s'en contenter, admettant que ce n'est plus le rôle de celui-ci de les soutenir constamment, comme l'explique, Batmönh : « Maintenant on vit dans une économie libérale. On est plus libre qu'avant. Si on travaille bien on peut vivre bien. Il ne faut compter que sur soi-même. Ce n'était pas comme ça à l'époque socialiste. L'État mongol d'aujourd'hui nous a appris à vivre dans l'économie de marché. Les Mongols ont bien compris ce nouveau système. Maintenant si quelqu'un travaille bien il peut vivre bien. Si quelqu'un ne travaille pas il ne peut pas vivre. À la période socialiste, tout le monde pouvait vivre, même ceux qui ne travaillaient pas beaucoup ». La liberté donnée aux éleveurs dans la gestion de leur élevage est appréciée par ceux-ci. Les propos de Ganbold confirment cette réalité exprimée par la plupart des éleveurs : « Maintenant on est responsable de sa vie et de son travail. Il n'y a personne pour nous dire ce qu'on doit faire. C'est mieux maintenant ». Même si cette liberté a un coût qu'ils ne nient pas, les éleveurs se félicitent de cette latitude, qui est aussi une occasion pour eux de montrer leurs compétences d'éleveurs.

L'émergence d'une estime importante pour les commerçants, depuis la libéralisation de l'économie mongole, illustre également cette acceptation par les Mongols des valeurs propres à l'économie de marché. Les commerçants (*najmaačid*), bien qu'ils n'aient pas de réelle autorité, font en effet l'objet d'une considération particulière du fait qu'ils incarnent en quelque sorte « l'époque du marché » (*zah zeelijn iie*) [Pedersen, 2006]. Dans la Mongolie postsocialiste, les Mongols, et notamment les éleveurs, ont bien compris que la domination ne se fait plus selon les mêmes critères qu'autrefois. La considération ne s'obtient plus prioritairement par le pouvoir politique mais par l'argent, et ce sont les commerçants qui, dans la Mongolie contemporaine, brassent le plus de capitaux.

Au Mali, les pasteurs se présentent davantage dans une position d'attente et de revendication face à un État perçu négativement et avec qui les rapports avaient

jusqu'à présent soit inexistantes soit conflictuelles. Alors qu'en Mongolie, les éleveurs se montrent très attentifs à l'information et assidus dans leur participation citoyenne, le manque, non pas d'initiative, mais simplement de participation des éleveurs, est net au Mali et les pasteurs touaregs affirment bien souvent leur manque d'intérêt à l'égard des politiques qui les concernent. Pour Aïssata, éleveuse dans la région de Kidal, au Mali : « Je ne suis au courant de rien au niveau politique et ça ne m'intéresse pas. De toute façon ça ne change rien à ma vie ».

### Initiatives étatiques

Les listes de programmes et projets exhibées dans le domaine de l'élevage dans les deux pays sont assez fournies et, depuis quelques années, des réalisations sont réellement faites, la plupart du temps sur financement extérieur. Il s'avère cependant que des solutions de fond et des stratégies concrètes à long terme ne sont pas véritablement mises en place du côté de l'aménagement pastoral, surtout au Mali, beaucoup de programmes se cantonnant à une localité précise sur un laps de temps restreint. En Mongolie la situation s'améliore peu à peu pour les pasteurs nomades, en partie grâce aux efforts de l'État aidé par des bailleurs extérieurs, mais aussi grâce à l'énergie déployée par les éleveurs eux-mêmes.

Dans les deux pays, les cadres législatifs nationaux réglementant l'élevage nomade demeurent faibles. Alors que les nombreuses sources de tensions sur les questions foncières pourraient être vues comme autant d'occasions pour les États d'intervenir, le rétrécissement des zones de pâturages, l'accès aux points d'eau, le voisinage avec les exploitations minières, les relations parfois problématiques avec les agriculteurs et les rapports houleux entre pasteurs eux-mêmes quand les tensions sont trop fortes autour de ressources rares et fragiles, sont des problèmes qui restent souvent débattus uniquement entre acteurs locaux, sans intervention des autorités étatiques.

Comme pour retrouver certains aspects des solides structures du passé socialiste, l'organisation des éleveurs en coopératives ou en associations est encouragée par les décideurs politiques mongols pour pallier le manque d'infrastructures et la désorganisation du transport. La première loi concernant les coopératives a été votée en Mongolie en 1995, créant un environnement législatif favorable à leur réapparition. Au Mali, les associations d'éleveurs et les coopératives sont aussi encouragées mais les résultats sont peu probants, très peu d'associations d'éleveurs regroupant des producteurs autour d'objectifs précis. Quant aux actions étatiques au Mali et en Mongolie dans le domaine commercial, impliquant la fabrication des produits, leur transport, leur mise sur le marché, elles sont essentiellement de l'ordre de l'encouragement et de l'incitation. Les réalisations concrètes sont souvent peu encourageantes, en raison des problèmes de fonctionnement liés à la structure même de l'État fortement centralisé et bureaucratique et de l'inadaptation de beaucoup de projets aux réalités locales. Les États sont, de plus, fortement tributaires du système commercial international, qui ne joue en général pas en leur faveur.

Une prise de conscience semble avoir lieu aussi bien au Mali qu'en Mongolie des priorités politiques en matière de pastoralisme nomade, les textes programmatiques issus des deux gouvernements énonçant de manière ferme les problèmes, ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Il s'avère toutefois qu'il n'existe pas vraiment au Mali un projet global de société qui donnerait une image claire de l'avenir du pays et de la place qu'y auraient les éleveurs nomades.

### **Des rapports différents avec l'État selon la perception de son degré de légitimité**

La Mongolie et le Mali gardent les stigmates dans leur vie politique du fonctionnement propres aux régimes précédents, et en particulier du fonctionnement des régimes socialistes. Les nouveaux contextes démocratiques maliens et mongols, s'ils sont très similaires car la vie politique y est marquée par certaines tares comme la corruption, l'abus de pouvoir ou les malversations, le sont moins en ce qui concerne les illustrations d'une personnalisation du pouvoir et d'accaparement de celui-ci par un groupe ou une famille particulière. Cette différence, qui est lourde de conséquences, a plusieurs explications. L'intérêt que portent les Mongols à la vie politique nationale fait que leurs connaissances relatives au fonctionnement de l'État, à leurs droits et devoirs de citoyens et au pouvoir des dirigeants les rendent critiques et vigilants sur l'exercice du pouvoir par leurs élus. L'inexistence aujourd'hui en Mongolie d'un fort système clanique, qui aurait des répercussions directes sur l'accaparement du pouvoir par un groupe, et l'accès massif à la scolarisation et à la poursuite des études font également que les éleveurs ont le sentiment que leurs enfants n'auront pas moins la possibilité d'accéder aux responsabilités que ceux des autres.

La différence est importante entre le rapport antagonique des citoyens maliens avec leurs représentants, symptomatique d'un rapport clientéliste et ouvertement intéressé, et le rapport plus serein et plus confiant qu'ont les éleveurs mongols avec leurs élus. La considération qu'ont les éleveurs mongols pour leurs élites politiques, non en termes de personnes, celles-ci étant souvent entachées par des affaires de malversations, mais en termes de groupe social censé agir en leurs noms, est la preuve de leur rapport normalisé avec l'État. Au contraire, les affres de la mise en place de la décentralisation au Mali et la gabegie permanente ne sont pas pour renforcer les liens de confiance entre administrateurs et administrés. Les mécanismes administratifs de l'État semblent mieux compris par les pasteurs en Mongolie qu'au Mali. Au Mali, bien souvent le flou demeure dans les esprits des éleveurs quant au fonctionnement des institutions étatiques, rendu plus compliqué encore dernièrement avec la mise en route du processus de décentralisation, et les éleveurs sont souvent critiques au sujet de leur place dans la vie citoyenne et démocratique malienne. En Mongolie, les pasteurs expriment généralement une compréhension de ces mécanismes et des possibilités qu'ils ont d'exprimer leurs attentes, au-delà des périodes électorales où ils votent en masse. Le taux de participation aux élections atteint en effet régulièrement plus de 80 % dans les zones rurales mongoles.

Les marges de manœuvre des pasteurs face aux difficultés de la vie nomade sont multiples, allant du travail saisonnier en ville ou de la location de leur force de travail à d'autres éleveurs plus riches, à l'adoption de nouvelles méthodes d'élevage et à la migration vers le village, ou vers la ville. Ces changements se font avec plus ou moins de bonheur suivant que les éleveurs concernés se sentent contraints ou, au contraire, libres de leur décision. Le sentiment d'avoir un large choix de rêves d'avenir pour leurs enfants pèse de tout son poids dans l'idée de libre arbitre. Et à ce niveau, les nomades touaregs et mongols ne vivent pas la même situation. Leur rapport historique à l'État et la place qu'ils occupent dans l'imaginaire national jouent un grand rôle et s'avèrent même déterminants dans la façon dont ils se perçoivent eux-mêmes. Au Mali, les efforts pour développer un sentiment de fierté nationale chez les enfants touaregs, via l'enseignement scolaire, reste faible. Les Touaregs sont très peu mentionnés dans les livres d'histoire, et, quand ils le sont, sont dépeints sous un jour plutôt défavorable. Dans les médias, l'effort reste discret là aussi. En Mongolie au contraire, le pastoralisme nomade est érigé en symbole de la mongolité et est présent autant dans l'enseignement scolaire, notamment à travers le cours d'histoire, que dans les médias et dans chaque sphère de la vie publique et privée mongole.

Parallèlement à l'image donnée des nomades par l'État, en Mongolie, l'État est couramment évoqué de manière positive par les pasteurs. La plupart des éleveurs mongols, à la question de savoir si l'État les aide, expriment une satisfaction vis-à-vis de l'action de l'État. Badamceren, éleveuse de 36 ans, confie : « L'État nous aide. Il nous a aidés à avoir cette ampoule au plafond. C'est avec l'aide de l'État que nous avons l'électricité. Il nous a facilité un emprunt à la banque pour tout cela : la parabole, le réfrigérateur, le générateur. Nous avons acheté cela à bons prix grâce à l'État ».

Au Mali, ce sont au contraire des réactions négatives, voire hostiles, qui s'expriment lorsqu'est abordée la question de l'État. L'opposition nomades-État est constamment réaffirmée et conduit généralement, dans les discours, à la mise en exergue d'une dichotomie Touaregs-État. Contrairement aux Mongols qui expriment la complète adhésion des éleveurs à l'État, même si celui-ci, à travers le gouvernement qui le représente, n'est pas décrit comme parfait, les éleveurs touaregs appuient le plus souvent sur la notion d'altérité. Pour Dawel, éleveur de la région de Gao, comme pour beaucoup d'autres pasteurs, l'État malien n'est pas celui des Touaregs, mais celui « des autres » : « Je ne sais pas si l'État aiderait plus les nomades s'ils étaient bambaras mais je crois que oui. Pour moi, l'État c'est les Bambaras ». Un autre affirme : « L'État ferait plus si les nomades étaient bambaras, c'est normal vu que c'est leur État ».

### **Le rôle fondamental de l'imaginaire**

L'essentiel des différences dans les situations vécues par les éleveurs mongols et maliens et dans leur manière d'y faire face, tient à l'élément primordial que nous semble être la réappropriation par les éleveurs du discours des hommes politiques

et des autres acteurs à leur égard. Cette réappropriation est notamment à la source de leur perception plutôt négative ou positive de leur propre situation et elle a des conséquences directes sur leur mise à l'écart de la vie nationale ou au contraire sur leur assiduité à s'y engager. Elle influence aussi nettement leur manière de faire face aux changements dans le cadre de leur élevage. Les discours élogieux et apolo-gétiques des politiciens mongols sur les éleveurs nomades de leur pays, qui s'inscrivent dans l'expression d'un nationalisme exubérant, vont en effet droit au cœur des éleveurs, mais font plus que cela. Leur donnant une haute estime de leur métier et un sentiment de proximité, de complicité et de confiance avec les repré-sentants de l'État, ces discours participent à l'intégration pleine et entière des éleveurs dans la vie de la nation. Par ailleurs, ils contribuent à installer et à entre-ttenir des relations dénuées de méfiance et d'hostilité entre nomades et État. L'impact fondamental des « significations imaginaires sociales », selon l'expres-sion de Castoriadis [Castoriadis, 1975], apparaît clairement au cours de l'étude comparative des rapports des pasteurs nomades avec l'État en Mongolie et au Mali.

En effet, au Mali, le malaise qui s'est exprimé depuis l'indépendance, suite aux rébellions, aux mesures de rétorsion de l'État et au souvenir du passé où les Toua-regs avaient des esclaves issus des populations noires du sud du pays, a lentement créé et consolidé un rapport de méfiance réciproque. Les discours positifs à l'égard de la population nomade du Mali, de la trempe lyrique de ceux que l'on entend continuellement en Mongolie, n'existent ni dans les médias, ni sur la scène poli-tique nationale malienne. L'image de « pillards », puis de « rebelles » que l'on accole aux Touaregs a elle aussi des conséquences directes sur la perception qu'ont les éleveurs de leur société et sur leur engagement dans la vie citoyenne. La victi-misation d'eux-mêmes en découle, ainsi que la méfiance et l'hostilité vis-à-vis de tout ce qui représente l'État. Dans ce contexte, et par réaction, les Touaregs se mettent volontairement à l'écart de la vie politique nationale et se placent parfois dans une position passive aussi en matière d'élevage.

Les problèmes identitaires en Afrique ont souvent à leur source la mise à l'écart d'une population de la vie politique. Ils sont bel et bien liés à l'enjeu démocratique qui devrait permettre aux populations de participer aux décisions qui les concernent dans un cadre constitutionnel. Même si ce sentiment de mise à l'écart de la vie poli-tique n'est pas la source de tous les problèmes relationnels entre les Touaregs et l'État au Mali, il semble qu'elle y joue tout de même un grand rôle. Bien que la révolte touarègue des années 1990 prit pour cible les symboles de l'État, y furent exprimées non pas des revendications nationalistes pan-touarègues, mais au contraire une volonté d'intégration à l'État. Le découpage étatique un temps controversé avait été accepté, et l'important pour les rebelles était de permettre l'insertion de Touaregs dans la nation malienne. Les efforts de l'État pour forger un sentiment national étant restés modestes, les Touaregs sont pourtant encore aujourd'hui, sur la scène nationale, en retrait. Des tentatives musclées avaient été mises en œuvre sous le régime de Modibo Keita, puis abandonnées. Il fallut attendre le début des années 1990 pour retrouver de nouveaux essais en matière de renforcement de l'idée de nation, celle-ci ayant été négligée sous Moussa Traoré.

Sous les deux mandats du président Alpha Oumar Konaré, un important éventail de manifestations culturelles fut ainsi mis en place, censé magnifier le patrimoine culturel et artistique du Mali. C'est dans cette optique que s'élabora un important dispositif de construction de monuments dans la capitale malienne. Étant tous de fonction mémorielle, ils s'inscrivent dans la recherche de « lieux de mémoire » et visent à renforcer le sentiment national [Nora, 1984]. Mais les Touaregs, et les pasteurs nomades, sont souvent oubliés dans les représentations et l'imagerie de la nation, et ces démarches n'ont pas pu changer la donne.

Nous avons voulu souligner au cours de cette réflexion que les pasteurs nomades au Mali et en Mongolie depuis la chute du bloc soviétique, l'ouverture à l'économie de marché et l'avènement de la démocratie, ont eu à affronter un certain nombre de problèmes similaires. Ils n'ont toutefois pas perçu de la même manière leur nouvelle situation, les éleveurs mongols, débarrassés de l'interventionnisme de type soviétique, s'engageant de manière dynamique et pleins d'espoirs dans l'économie de marché. Les pasteurs touaregs, déjà marginalisés géographiquement et culturellement, notamment en raison de la langue, pensaient voir enfin venir l'État et ses bienfaits, mais demeurent dans l'expectative. Si les interventions politiques de la part des gouvernements en place n'ont pas été les mêmes, il s'avère que le facteur fondamental expliquant la différence de parcours des éleveurs mongols et maliens depuis quelques années tient avant tout au rapport que ceux-ci entretiennent avec l'État et à l'image donnée du pastoralisme nomade au niveau national. Les pasteurs se réapproprient, avec fierté, l'image donnée quand elle est positive et cette dernière leur donne de l'optimisme et de la vigueur. Mais ils se réapproprient aussi l'image quand elle est dépréciative et qu'elle pousse à baisser les bras et à attendre.

#### BIBLIOGRAPHIE

- AG LITNY I. [1992], *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, Paris, mémoire de maîtrise de l'EHESS, 192 p.
- AMSELLE J.-L. [1992], « La corruption et le clientélisme au Mali et en Europe de l'Est : quelques points de comparaison », *Cahiers d'Études africaines*, vol. 32, n° 128, p. 629-642.
- AUBIN F. [1967], « Une expérience de collectivisation en économie nomade », *L'Homme et la société* (juillet-septembre), p. 141-148.
- AUBIN F. [2002], « Le déplacement absolu : le pastoralisme nomade », in *Asie VI, Aller et venir, faits et perspectives*, Paris, CREOPS/Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, p. 331-348.
- BAKEJ A. (dir.) [2005], *Malčdyn xoršoо Mongolyn belceerijn mal až axujn togtvortoj xöžlijn ündsen nöxcöl*, Oulan-Bator, 314 p.
- BERNUS E., BOILLEY P., CLAUZEL J., TRIAUD J.-L. [1999], *Nomades et commandants : administration et sociétés nomades dans l'ancienne AOF*, Paris, Khartala, 246p.
- BOILLEY P. [1999], *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Khartala, 644 p.

- BOURGEOT A. [1995], *Les sociétés touarègues. Nomadisme, identités, résistances*, Paris, Khartala, 544 p.
- BOURGEOT A. [1999], *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Société, développement, démocratie*, Paris, Khartala, 491 p.
- BULAG U. [1998], *Nationalism and Hybridity in Mongolia*, Oxford, Clarendon Press [Oxford studies in social and cultural anthropology], XV + 303 p.
- CAMPI A.-J. [1992], « An Insider's View of Recent Political and Economic Change in Mongolia », *The Mongolia Society Newsletter*, NS XII, p. 3-16.
- CAMPI A.-J. [2000], « The Revival of Mongolian Nomadism in the 1990s and its Implications for Mongolia's Future », in *Mongolian Political and Economic Development during the Past ten Years and Future Prospect*, Taipei, Mongolian and Tibetan Affairs Commission, 23-24 août, p. 262-271.
- CASTORIADIS C. [1975], *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, 540 p.
- FAY C. [1995], « La démocratie au Mali, ou le pouvoir en pâture », *Cahiers d'Études africaines*, vol. 137, n° 1, *La démocratie déclinée*.
- GARDELLE L. [2007], *Des sociétés nomades et des États. Enjeux identitaires en Mongolie et au Mali*, thèse de sociologie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- GINSBURG T. [1999], « Nationalism, Elites, and Mongolia's Rapid Transformation », in S. Kotkin, B. Elleman (éd.), M.E. Sharpe, *Mongolia in the 20<sup>th</sup> century*, New York/London, Landlocked Cosmopolitan, p. 247-276.
- HUMPHREY C. [1978], « Pastoral Nomadism in Mongolia : The Role of Herdsmen's Cooperatives in the National Economy », *Development and Change*, n°IX, p. 133-160, Londres, Sage.
- MAIGA M.T.F. [1997], *Le Mali : de la sécheresse à la rébellion nomade. Chroniques et analyse d'un double phénomène du contre-développement en Afrique sahélienne*, Paris, L'Harmattan, 297 p.
- NAMXAJNJIAMBUU C. [2000], *Bounty from the Sheep : autobiography of a herdsman*, Cambridge, The White Horse Press, traduit par M. Rossabi, 150 p.
- NORA P. [1984], « Entre Mémoire et Histoire : Les lieux de mémoire », in *Les lieux de mémoire*, t. 1 : *La République*.
- PEDERSEN M. [2006], « Where is the Centre? The Spatial Embeddedness of Power in Post-Socialist Rural Mongolia », [innerasiaresearch.org](http://innerasiaresearch.org), 28 p.
- ROSSABI M. [2005], *Modern Mongolia. From Khans to Commissars to Capitalists*, University of California Press, 397 p.
- SNEATH D. [1997], « Continuities in the Administration of the Mongolian Steppe : Notes towards an Historical Study of Administrative Forms in Pastoral Politics », *Inner Asia* (Cambridge), II, fasc. 1, p. 1-14.
- SNEATH D. [2003], « Lost in the Post : Technologies of Imagination and the Soviet Legacy in Post-socialist Mongolia », *Inner Asia*, vol. 5, n° 1/2003, The White Horse Press, p. 39-52.